

Sécurité

La situation sécuritaire dans la région de l'Extrême-Nord est relativement calme. Aucun incident majeur du fait de la secte Boko Haram n'a été signalé. Cependant, de retour d'une mission de supervision dans le cadre de la lutte contre Boko Haram, un hélicoptère de l'armée Camerounaise a fait un crash au parc de Waza, dans le département du Mayo Sava le 22 Janvier, causant la mort de quatre officiers et hauts gradés de l'armée camerounaise.

Dans la région de l'Adamaoua, quatre enfants ont été enlevés et un éleveur assassiné par des individus armés non identifiés dans les villages de Dounga et de Yang, dans le département de la Vina. Les enquêtes sont en cours pour retrouver les assaillants.

Développements majeurs

Dans le cadre de la rétrocession des compétences en matière de détermination du statut des réfugiés du HCR à l'Etat, huit membres de la commission d'éligibilité composée par les fonctionnaires du Ministère des Relations Extérieures (MINREX) ont effectué une visite de familiarisation sur les sites de Timangolo, Lolo et Mbilé dans la région de l'Est les 19 et 20 Janvier. Au cours de leurs échanges avec les responsables communautaires et les différents partenaires présents sur le terrain, la mission a été briefée sur les activités de protection de la zone opérationnelle, avec un accent particulier sur la détermination *prima facie* du statut de réfugié sur le terrain, ainsi que sur les contraintes et défis majeurs rencontrés. Marquée par l'importance des efforts conjugués du HCR et ses partenaires, et frappée par l'extrême vulnérabilité des réfugiés, la mission a recommandé d'insister davantage sur la vulgarisation des droits des réfugiés auprès des forces de maintien de l'ordre en vue d'alléger les tracasseries dont ils sont l'objet.



Photo des agents d'éligibilité du MINREX avec le préfet de la Kadey
Ph. UNHCR

Une mission d'observation et d'évaluation de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés (CNDHL) conduite par son président a séjourné à Maroua et s'est rendue au camp de Minawao le 18 janvier dans le but d'analyser les problèmes relatifs à la protection juridique de la communauté réfugiée. Elle s'est entretenue avec les représentants des communautés réfugiées qui ont émis comme doléance majeure, la mise à disposition des fournitures et équipements scolaires, un meilleur encadrement des enseignants pour le respect du droit à l'éducation, et l'amélioration de la qualité de l'assistance. Après avoir apprécié les efforts du HCR et de ses partenaires dans la gestion des réfugiés, la commission a émis des recommandations pour l'amélioration des conditions de vie des réfugiés et le respect de leurs droits.

Région de l'Extrême-Nord

Statistiques

Un total de 60 706 individus (16 317 ménages) est enregistré au camp de Minawao à la date du 20 Janvier.

Protection

Un total de 137 individus (88 ménages) est arrivé spontanément au centre de transit de Gourounguel en provenance de Maiduguri, Mubi, Lagos, Abuja au Nigéria, et de Zelevet, Touboro, Kousseri et des villages près de Mora dans l'Extrême-Nord du Cameroun où ils avaient trouvé refuge à leur arrivée au Cameroun. La plus part arrive en vue d'un regroupement familial. La distance entre la frontière et le camp rend difficile leurs déplacements, d'où la nécessité d'établir des centres de transit au niveau de la frontière en vue de faciliter l'identification et la réunification familiale.

Monitoring des frontières

Les populations des villages frontaliers continuent de fuir les zones de conflits et le récent bombardement accidentel par l'armée nigériane du camp de déplacés internes à Rann, dans le nord de l'Etat du Borno a entraîné l'arrivée de plus de 200 réfugiés dont 72 enfants (46 non accompagnés) à Bodo dans le département du Logone et Chari. Ces nouveaux arrivés ont été installés dans les sites de Diamo notamment Babline et Abounire et les enfants non accompagnés dans des familles d'accueil. Leur situation reste précaire et leurs besoins d'urgence s'expriment en abris et en vivres.

128 autres nigériens sont arrivés à Kerawa en provenance des villages de Bame, Sandawadjiri, Wawouli et Aldje du Nigéria où ils fuyaient l'insécurité dans les zones d'opérations militaires.

L'absence de centres de transit dans les départements du Logone et Chari et du Mayo Sava très éloignés du camp des réfugiés de Minawao pousse les réfugiés à se disperser dans les villages le long de la frontière, où ils bénéficient de l'appui de la population locale. Cependant, ils restent exposés aux risques de protection, et particulièrement au risque de refoulement, surtout pour la plupart ne disposant d'aucun document d'identification.

Protection de l'enfance et SGBV

En vue d'améliorer l'environnement de protection de l'enfance, un total de 2 388 réfugiés a été sensibilisé sur l'importance de l'école, le respect des droits des enfants, les risques liés à la recherche du bois de chauffe en brousse par des enfants non accompagnés, l'importance de l'acte de naissance et les dangers du travail des enfants au marché. Par ailleurs, dans le cadre des activités de prévention des violences basées sur le genre, 2 929 personnes ont été sensibilisées sur les dangers et les conséquences des mariages précoces et forcés, ainsi que sur les conséquences des violences domestiques et conjugales.

Régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord

Protection

Un total de 173 individus dont 55 nouveaux arrivés, 30 recompositions familiales et 88 naissances a été screené et préenregistré dans le site de Borgop. Ces demandeurs d'asile proviennent des localités de Degaulle, Bouar, Bocaranga, Babali et Bohong en République Centrafricaine où ils fuient l'insécurité. Protection et assistance leur sont apportées.

Biométrie

L'opération de vérification/enrôlement des réfugiés à la biométrie dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord se poursuit. Un total de 4 629 individus (2 547 femmes et 2 082 hommes) a été enrôlé au cours de la semaine sous rubrique dans les centres de Mandjou à l'Est et Meiganga dans la région de l'Adamaoua. Depuis le début de l'opération en Février 2016, on compte un total de 125 322 (66 127 femmes et 59 195 hommes) personnes vérifiées. L'opération se poursuivra à Mandjou à l'Est et à Dakkere dans l'Adamaoua.

Sécurité alimentaire

Dans le cadre de la stratégie de distribution générale des vivres et suite à la diminution de la ration alimentaire des réfugiés centrafricains, le HCR et le PAM ont amorcé depuis quelques mois déjà un processus de ciblage des ménages bénéficiaires basé sur leur vulnérabilité. Une formation conjointe des deux agences à l'intention de 102 enquêteurs s'est tenue les 16 et 17 Janvier à Bertoua et Batouri et portait sur les objectifs de l'enquête de ménage, le principe du ciblage basé sur la vulnérabilité et la méthodologie à utiliser sur le terrain. Les enquêteurs ont ainsi été édifiés sur les populations cibles de l'enquête, les zones d'interventions et les outils de travail. L'enquête en elle-même a démarré le 18 Janvier et se poursuit selon le planning arrêté dans les deux zones.

CONTACTS:

Kabami Kalumiya | Associate External Relations Officer | kalumiya@unhcr.org | Tel: +237 691 141 226

Raissa Touraire Ngou | Reporting Assistant | ngou@unhcr.org | +237 693 017 380

Johannes Zech | Chief of Section for Coordination, Inter-Agency Affairs and External Relations | zech@unhcr.org | + 237 691 141 210